

La décroissance : une utopie au présent

Fabrice Flipo

▶ **To cite this version:**

Fabrice Flipo. La décroissance : une utopie au présent. Mouvements : des idées et des luttes, 2005, 41, pp.36-42. 10.3917/mouv.041.0036 . hal-00957881

HAL Id: hal-00957881
https://hal.science/hal-00957881

Submitted on 11 Mar 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Publié dans Mouvements, Septembre-octobre 2005, pp. 36-42.

La décroissance : une utopie au présent

Par Fabrice Flipo

Le rapport de prédation à la nature conduit à la catastrophe. Nous devons parvenir à sortir du fétichisme du PIB, de la fuite en avant individuelle et collective vers une consommation toujours élargie au bénéfice d'une vision élargie de la richesse et du bien commun. La décroissance n'est pas une théorie ou un programme c'est un concept-fantôme, un moyen pour se désintoxiquer du développement et générer d'autres visions, d'autres expériences. La décroissance entend fermement « libérer l'avenir ».

Il existe une pensée unique, ou tout du moins largement dominante, que l'on peut appeler « productivisme » ou « développementisme ». Que dit cette idéologie ? Elle affirme que les hommes se sont regroupés parce qu'ils manquaient de biens matériels. Jusque-là, les hommes étaient restés dans un état de superstition vis-à-vis de la nature, ce qui les avaient empêchés de se l'approprier. Avec la science expérimentale, nous avons trouvé le moyen de domestiquer les forces de la nature pour les mettre à leur profit. La fin de l'histoire se produit quand les machines, c'est-à-dire les forces de la nature, travaillent toutes seules : alors règne l'abondance, le « temps de travail » peut être ramené à zéro et nous entrons dans la « société des loisirs ». Voilà ce que promet l'industrialisme depuis 150 ans.

Cette idéologie est aujourd'hui en panne, pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, l'idée que « les machines travaillent pour nous » avait négligé un fait d'une grande importance : les forces de la nature ne sont pas infinies, et les modifier peut produire des effets très négatifs à moyen et long terme. Quand l'énergie fossile sera épuisée, les machines s'arrêteront. Mais les pollutions seront encore là. Et les pollutions ont aujourd'hui atteint des niveaux gravissimes : érosion de la fertilité des sols, déstabilisation des régulations climatiques globales etc. Ces « services écologiques », pour reprendre le jargon économiste, étaient jusqu'ici garantis à tous les humains et de manière générale à tous les vivants, y compris ceux qui n'avaient accès à aucune forme de marché ou de machines. Dans notre situation, parler de « gains de productivité » sans se préoccuper de savoir comment ils sont obtenus et de quelles conséquences ils sont responsables perpétue dans le public cette idée que les forces de la nature seraient illimitées et maîtrisées – ou seraient en passe de l'être. Ce n'est pas vrai. Il faut avoir le courage de le dire. La nature est de moins en moins bien maîtrisée, les connaissances scientifiques le démontrent un peu plus chaque jour. Il y a urgence à changer de paradigme de la nature.

« La nature » dans la vision développementiste, c'est un rapport productif au monde, c'est les « conditions matérielles de l'humanité ». C'est un instrument au service de l'espèce humaine. Ce rapport écrase tous les autres, il est tenu pour seul rationnel. Mais la nature n'obéit pas cette vision. Et nos conditions matérielles ne sont pas seulement économiques. Notre rapport à la nature est avant tout un rapport d'habitation. Les régulations

écosystémiques et les innombrables interconnections forment en quelque sorte les murs de notre maison. La nature est interconnectée de manière extrêmement fine et fragile, et considérer les milieux comme des ressources est très risqué. Au-delà d'un certain seuil d'intrusion, les écosystèmes peuvent s'effondrer sans prévenir – et si l'ordre social dépend fortement de cet écosystème, la société s'effondre avec. L'un des derniers rapports des Nations-Unies montre que 60% des écosystèmes sont surexploités ou utilisés de manière non-durable. Si nous mangeons ces murs, le toit va s'écrouler. Nous devrions donc commencer par apprendre à connaître la structure de notre maison. Cette structure est partout, en ville comme à la campagne, au Nord comme au Sud, dans nos maisons et dans nos égouts. Les plus ignares en matière de structure, ce sont les citadins. Qui connaît quelque chose à la biodiversité parisienne ? Les citadins pensent que la nature est à la campagne.

Admettons que tout le monde ait conscience des structures de notre maison. Le problème serait-il résolu ? Non, pas encore, car le problème est collectif, et non individuel. On ne « produit » pas la maison comme on produit des savonnettes. Un ordre écologique agréable et harmonieux dépend de chacune de nos actions individuelles, en permanence. Comment distinguer celles qui sont anodines de celles qui sont gravissimes ? Un arbre en moins, cela ne change rien à l'ordre de notre maison commune, mais 80% des forêts mondiales en moins, cela devient difficile. Où poser les limites ? Qui doit modifier ses habitudes pour que cesse la pollution commune ? Il n'y a pas de solution simple. Les limites sont le fruit de conventions passées dans les sociétés humaines, en leur sein – et non pas seulement entre elles et la nature, comme tendait à le dire Michel Serres. La nature est partout, elle interroge donc chacun dans son existence même – quels que soient par ailleurs les « rapports de production » qu'il entretient avec ses concitoyens ou collègues.

Les rapports à la nature posent des questions de justice. Les pays développés ont tendance à vouloir protéger la biodiversité dans le Sud plutôt que chez eux. Les citadins ont tendance à vouloir la protéger dans les campagnes plutôt qu'en ville. Ce n'est pas équitable. C'est ceux qui menacent le plus la biodiversité qui doivent faire les efforts. Ces enjeux sont centraux dans une négociation comme celle sur les changements climatiques. L'absence de bonne volonté des pays du Nord, y compris l'Europe, est directement responsable du blocage des négociations.

L'important aujourd'hui est d'arriver à changer le cours des choses. Les propositions d' « autre croissance » sont formulées depuis 40 ans sans succès. Dans les dictionnaires, l'idée de « développement » se réfère toujours soit à une signification biologique (développement d'un bourgeon etc.) soit à une philosophie de l'histoire : « le progrès » entendu comme progrès automatique. L'humanité produirait le progrès comme les glands produisent des chênes. Dans les deux cas, c'est une lecture déterministe du monde. Et les dictionnaires définissent l'usage courant des mots, ceux que les gens utilisent. Si nous voulons changer les choses, nous devons partir du langage commun. Les Lumières n'ont jamais voulu un progrès qui se transforme en une force mystérieuse et autonome, sur laquelle les personnes n'ont aucune de prise. Nous devons retrouver leur aspiration émancipatrice. Nous devons donc avant tout remettre en cause l'indicateur « PIB », fétiche des fétiches, considéré partout comme le signe du progrès. C'est l'une des vertus de la décroissance que d'attaquer de front ce fétiche développementiste.

Qu'est-ce que le PIB ? Bertrand de Jouvenel disait en 1964 que c'est la somme de nos dépenses. Nous dépensons de plus en plus, et nous croyons que les choses vont mieux. Dépenser davantage de puissance mécanique, davantage de vitesse, davantage de bande passante sur les autoroutes numériques. Pas du tout. On peut dépenser pour davantage de police dans une dictature, davantage de résidences surveillées, davantage de profs ou de médecins incompétents. Davantage de puissance détruit notre maison commune, la biosphère. Savoir comment nous voulons nous déplacer, nous soigner et par quels moyens est au cœur de la critique de la décroissance. Illich a montré en son temps que la voiture ralentit, et le calcul est encore plus vrai aujourd'hui. La croissance continue de faire croire que les avantages d'un petit nombre peuvent être généralisés sans inconvénients pour les autres. Sur une planète finie, c'est faux. La vitesse acquise par les uns ne saurait être acquise par les autres sans que l'on manque de place pour construire des routes (il y a déjà concurrence entre les routes et les rizières en Chine) et d'énergie pour faire avancer les véhicules. Voilà les enjeux qui devraient venir sur le devant de la scène.

N'ayons pas peur des mots : « la décroissance » est un mot qui recouvre un phénomène aussi important que la mort de Dieu le fut avec le Siècle des Lumières. Quand Nietzsche parle de « mort de Dieu », il prend acte d'un bon siècle d'affaiblissement du christianisme en tant que source de la morale, si par « morale » on entend l'ensemble des règles, préceptes et repères qui permettent de répondre à la question : « comment bien vivre ? ». Au cours du 19ème siècle et surtout du 20ème siècle, c'est le développementisme qui a pris le relais du christianisme, Les succès de la science expérimentale et la fascination pour les machines sont probablement les deux facteurs clé dans la constitution de cette vision du monde. Les Occidentaux se sont mis à voir le monde comme un ensemble de forces et d'énergie. Ils se sont dit que s'ils arrivaient à domestiquer ces énergies, et c'est ce que tentent de faire les machines, alors ils pourraient recréer une sorte d'Eden primitif. Malheureusement, ni la vie ni les sociétés ne ressemblent à des machines ou à des complexes de forces, au grand désespoir des modélisateurs... L'énormité des énergies dégagées dans cette quête a fini par mettre la planète et ses habitants en danger.

Les propositions pour « une autre croissance » affirment que l'on va augmenter telle production, et diminuer telle autre. Cela pose deux problèmes. Le premier est qu'elles entretiennent ainsi l'illusion récurrente du développementisme d'attribuer aux objets des vertus qui n'existent que de manière intersubjective. On nous dit : « l'automobile libère », « l'avion émancipe », le « téléphone portable relie ». Non : l'automobile ne « libère » que si elle roule au carburant propre et s'il n'y a pas d'embouteillages, le téléphone portable peut être mis au service d'un meilleur espace public comme d'une ghettoïsation accentuée etc. Les tenants d'une « autre croissance » n'ont rien à dire sur ces aspects-là. Ils ont tendance à traiter les citoyens comme des usagers passifs de choses distribuées par l'industrie. Ils n'arriveront jamais à créer un rapport de forces favorables. D'ailleurs l'histoire le vérifie. L'enjeu majeur est d'impliquer les citoyens, pas de construire le « programme parfait » pour la structure de l'économie. L'enjeu majeur est de sortir de la technocratie. Dans la démocratie, c'est le citoyen qui est l'acteur. La libération et l'émancipation sont intersubjectifs ou ils ne sont pas. L'homme est un être de relation. L'important c'est de libérer les dynamiques citoyennes, de manière à régénérer le lien social. Illich a là encore joué un rôle de précurseur. Il a dénoncé la tendance du développementisme à penser que tout problème

peut être mieux traité par un professionnel c'est-à-dire par une division accrue du travail. C'est faux. Cela peut aussi aller contre d'autres objectifs, en particulier la démocratie. Quand chacun et chacune est confiné dans sa spécialité, son secteur, les gens ne se parlent plus. Ils parlent un langage spécifique qui revient à créer des nations séparées. La méfiance augmente. L'exclusion croît. La communication s'assèche et la société dépérit. Les technologies de la communication n'y changeront rien. Elles risquent même au contraire d'éclater encore un peu plus l'espace commun en autant de chapelles, chacune étant certaine de détenir une vérité supérieure aux autres.

Et même si les tenants d'une « autre croissance » arrivaient au pouvoir, que feraient-ils ? Ils seront califes à la place du calife. Etant d'esprit calife, dans une société qui est un califat, presque rien n'aura changé quand ils auront pris le pouvoir – car le pouvoir, précisément, aura toujours la structure d'un califat et pas d'autre chose – pas d'une démocratie durable, par exemple. Il n'y a pas de « révolution » possible par la « prise de pouvoir ». Le vrai progrès est dans les institutions, au sens de Castoriadis : dans l'évolution des évidences qui structurent notre action quotidienne. Seule une telle démarche peut réformer le califat en profondeur et en faire autre chose. Seule la transformation de la société peut provoquer la transformation des dirigeants, comme le montrait Sun Tsé dans son *Art de la guerre*.

Non, l'enjeu c'est le citoyen là où il est. Mobiliser le citoyen suppose de lui donner l'occasion de participer à l'interprétation du monde dans lequel nous sommes. L'enjeu des nouveaux indicateurs de richesse, c'est de construire des repères communs, commensurables, qui traduise des désirs partagés. Avec l'« empreinte écologique » par exemple, de nouveaux choix deviennent possibles : le citoyen peut choisir de réduire ses revenus pour réduire son empreinte écologique et améliorer son habitat. Et il peut s'organiser collectivement pour y parvenir : réduire l'empreinte écologique de la France pour améliorer notre habitat commun, la biosphère. Tant que l'empreinte écologique est inconnue, ou que personne ne veut réduire son empreinte écologique, l'action collective est impossible…

Les « conditions matérielles d'existence » du citoyen ne sont pas seulement économiques mais esthétiques, affectives, écologiques, familiales etc. La régulation collective de ces conditions d'existence est le lieu du « politique » au sens complet du terme. Une insulte fait aussi mal à celui qui la reçoit qu'une pierre qui lui tomberait sur le pied ou qu'une absence de revenus pour payer le médecin. Les combats pour réduire l'empreinte écologique et améliorer la qualité de son habitat, par exemple, ne recoupent pas directement les combats pour les revenus, car l'augmentation des revenus peut venir d'une dégradation de l'habitat. Là aussi il y a des interprétations communes à construire : il n'y a pas d'évidence, cela dépend de ce que les personnes identifient comme étant leur problème le plus urgent. Les débats sur les retraites ont ainsi exclusivement porté sur la tuyauterie financière, sans s'inquiéter de savoir s'il y aurait encore de l'argent à mettre dedans, du fait des dégâts écologiques… Le problème le plus urgent a donc été d'assurer la possession de l'argent. Les nouveaux indicateurs de richesse entendent mettre en cause cette obsession de la possession de l'argent, et montrer qu'il y a d'autres manières d'améliorer sa vie et de changer le monde. En utilisant ces nouveaux indicateurs, personne n'aurait pu dire que la question des retraites en 2030 peut se réduire à une question de répartition de l'argent entre les investisseurs et les salariés. Savoir si le plus urgent est l'argent ou la stabilité climatique est une question politique.

La décroissance, c'est un concept-fantôme, provocateur, qui entend dénoncer la pensée unique développementiste et ouvrir des espaces communs de débat – et de conflit, verbal et non-violent, s'il le faut. La décroissance, c'est le cauchemar du développementiste, c'est aussi son poil à gratter. Il n'y a pas de « théorie » de la décroissance ni de « programme » politique. Se réclamer de la décroissance, c'est se réclamer de l'ouverture, du dynamitage du développementisme. Nous avons besoin d'une crise majeure du développement car c'est seulement de cette façon que nous sortirons de ce carcan qui nous étouffe et nous mène au gouffre. Une crise, c'est un moment dans lequel les repères fiables perdent de leur certitude. C'est inquiétant, certes, mais on peut aussi le voir comme une opportunité. Une crise, c'est un moment dans lequel la nouveauté peut émerger. L'affaiblissement des repères développementistes peut laisser la place à d'autres types de repères, moins mortifères. L'idée d'utiliser les machines et de voir le monde comme un complexe de forces n'était pas mauvaise. Ce qui est mauvais, et ce qui est mauvais encore aujourd'hui, est que cette idée soit devenue une idéologie, figée, avec son clergé, qui lance des fatwas envers celles et ceux qui veulent voir les choses différemment, Les développementistes sont tellement convaincus que le monde « progresse », que la technologie « avance », non pas de manière réfléchie, délibérée, argumentée, mais de manière automatique, comme une loi de la nature, que tout ce qui peut mettre en cause cette croyance est ressenti comme de la profanation. Les développementistes pensent donc que remettre en cause le développement nous conduira vers le chaos. C'est l'inverse qui est le plus probable.

La décroissance dit ceci : non seulement l'autre monde est possible, mais il est déjà là. Le tout est de savoir le voir. Cessons de vous laisser conduire par ce que disent les experts et la publicité, cherchons ensemble quels sont nos besoins véritables et demandons à ce qu'ils soient satisfaits sans que cela nuise aux autres besoins, y compris dans les autres pays. L'idéal de la décroissance, c'est le Kérala, avec son PNB de moins de 1000 dollars pour un Indicateur de Développement Humain (bien mal nommé) équivalent à celui de la France. Le Kérala est l'un des modèles de société possible pour une mondialisation heureuse. Améliorer notre condition de vie à long terme passe par la décroissance des contre-productivités et l'exigence de sens et de cohérence dans nos actions et nos institutions, une cohérence dont les institutions elles-mêmes ne sauraient décider sans être juges et partie.

Inutile de se quereller pour savoir si la décroissance peut s'appliquer au Sud : le mot est intraduisible pour le moment. C'est un phénomène franco-français qui recouvre cependant des réalités identiques dans le Sud, et c'est pour cela qu'il y a dans la décroissance une aspiration universaliste. Il y a progrès réel quand la situation des populations s'améliore de leur propre point de vue éclairé. Le niveau de production d'une économie n'est qu'un aspect de l'amélioration de la situation des pays. L'exemple du Cauchemar de Darwin illustre comment les revenus peuvent augmenter tout en dégradant très fortement la situation des populations. Même l'Indicateur de Développement Humain de l'ONU est abominablement réducteur. Chacun a ses problèmes à résoudre et la meilleure manière de le faire est de ne pas être dogmatique mais plutôt ouvert au dialogue. Nous n'avons aucune légitimité pour gouverner les pays du Sud à leur place. La meilleure manière « d'aider » ces pays, c'est d'accéder aux demandes qu'ils formulent eux-mêmes : réduire les subventions agricoles, cesser de souligner ce que nous perdons dans l'échange international au détriment de ce que nous gagnons etc. La réciprocité : ne pas chercher à voir seulement midi à sa porte, sortir d'un individualisme autiste mortifère. C'est par exemple ne pas s'en tenir aux risques

créés par le plombier polonais et se demander s'il est bien légitime que la France envahisse les villes polonaises avec ses Carrefour, Auchan, Casino…

Le problème est que la cure de désintoxication risque de ne pas se passer en douceur. La force des dominants, c'est leur capacité à donner. Le capitalisme donne des voitures, des résidences secondaires etc. Et il nous en promet encore davantage pour l'avenir. La décroissance cherche à délégitimer ce pouvoir dans l'opinion publique et le quotidien. Elle le fait en montrant que les dons du souverain sont mauvais, toxiques. Cela oblige les gens à chercher d'autres manières de vivre ensemble, à mobiliser leur pouvoir individuel afin qu'il serve d'autres objectifs. Les personnes redécouvrent ainsi de nouvelles formes de civilité, de nouvelles formes de protestation. La décroissance interroge leur conception du « bien-vivre ».

« Décroissance » est un slogan commode, qui doit être biodégradable. Inutile de faire croire qu'il existe de modèle clé en main. Dans bon nombre de forums, « développement durable » est une expression qui peut encore être utile. Comme à l'époque des Lumières, nous pouvons encore être déistes quelque temps pour que la renonciation au théisme soit moins violente. Le développement n'est plus la solution pour un grand nombre de gens, qui n'y croient plus. Il devient de plus en plus manifeste que « communiquer plus » ce n'est pas « communiquer mieux », qu'être « mobile » ce n'est pas « voyager », que le travail n'épanouit pas, même dans les secteurs « high tech », que la technologie n'offre plus de solutions crédibles aux grands problèmes du monde etc. bref le tissu du mythe se délite. Etant de moins en moins cohérent, les gens cherchent d'autres voies mais ils ne veulent pas que tout le monde le sache et qu'on le leur reproche. La décroissance progresse donc « sous le manteau » et non au grand jour. Pas encore.

En conclusion, nous voulons réaffirmer que la décroissance ne propose aucun « modèle » clé en main. Ce serait se couper l'herbe sous le pied, puisque la décroissance veut au contraire libérer les gens, elle veut l'émancipation et la démocratie. Se faire l'avocat d'un modèle ou d'un programme serait suicidaire. Les technocrates n'ont pas d'imagination, ils ont été embauchés pour cette raison, et les citoyens n'auront à compter que sur eux-mêmes pour changer les choses. L'avenir sera ce que nous en ferons. Et les choses changeront, car la situation devient de moins en moins tenable. La décroissance est applicable partout où règne le développementisme, et comme le développementisme règne partout... Mais comme c'est un concept-fantôme, la décroissance ne règne nulle part. Se jeter dans le débat sur la décroissance permet de commencer à reconstruire de l'autonomie, ensuite l'histoire ne s'écrira que par ce que nous en ferons.